

26/12/2025/H00:07:17

«Colonialisme», «suprématie blanche»... La France accusée d'islamophobie au Parlement européen

«Colonialisme», «suprématie blanche»... La France accusée d'islamophobie au Parlement européen

Publié le 21/09/2023 à 19:48, Mis à jour le 22/09/2023 à 08:54

Une journée européenne d'action contre l'islamophobie s'est tenue ce jeudi au Parlement européen, à l'initiative d'associations controversées, dont les liens avec la mouvance des Frères musulmans ont été maintes fois prouvés.

Le Parlement européen a accueilli ce jeudi un colloque consacré à la lutte contre l'islamophobie, à l'occasion d'une «journée européenne d'action contre l'islamophobie». Au cours d'une table ronde consacrée à la situation des personnes de confession musulmane sur le continent, une étudiante française militant au sein des Étudiants musulmans de France (EMF) a pris la parole, interpellant l'oratrice au sujet de la situation des musulmans en France, faisant allusion à la circulaire de Gabriel Attal précisant que le port de l'abaya tombe sous le coup de la loi de 2004 prohibant les signes religieux ostentatoires à l'école. La journaliste bruxelloise Shada Islam, connue notamment pour son engagement dans le mouvement «Brussels So White» qui milite contre la surreprésentation des Blancs au sein des institutions européennes, lui a répondu en encourageant les étudiants musulmans à «utiliser tous les moyens démocratiques et légaux» pour «se faire entendre et défendre leur cause» face à une représentation de l'islam «très fortement marquée par une mentalité colonialiste, et suprémaciste blanche» en France. Cet échange est à l'image de l'ensemble des prises de parole de cette journée au Parlement européen, à l'initiative du Femyso, le Forum des jeunes et des étudiants musulmans européens. Cette association régulièrement invitée ou soutenue par le Conseil de l'Europe et l'Union européenne irrite depuis longtemps les autorités françaises, qui lui reprochent son parti pris contre la politique laïque et universaliste de la France. Les remontrances de la France ont été ignorées En novembre 2021, plusieurs polémiques (notamment une campagne de promotion du hijab lancée par le Conseil de l'Europe et relayée par l'Union européenne) avaient conduit le gouvernement français à rappeler sèchement Bruxelles à l'ordre au sujet de ses partenariats avec des associations musulmanes considérées comme des relais d'influence pour les Frères musulmans en Europe.

Concernant le FEMYSO en particulier, que le Parlement européen continue donc de mettre officiellement à l'honneur, Marlène Schiappa s'était notamment émue le 22 novembre 2021 sur Europe 1 que l'association ait été reçue par la Commissaire européenne à l'égalité Helena Dalli. «Ça m'interpelle fortement», avait déclaré la ministre déléguée chargée de la Citoyenneté, qualifiant le FEMYSO de «faux nez de l'islamisme» . «Un petit tour sur les réseaux sociaux de cette organisation permet de voir à quel point ils tiennent des propos agressifs vis-à-vis de la France, et pas uniquement du gouvernement mais aussi de la culture française, en blâmant la France et l'accablant de tous les maux», avait relevé Marlène Schiappa. «Je m'interroge de voir des organisations que nous voulons voir dissoudre en France et qui sont dissoutes», avait-elle ajouté. Elle avait alors décidé avec Clément Beaune, le secrétaire d'État chargé des Affaires européennes, de saisir la commissaire européenne «pour qu'elle puisse nous apporter des éléments sur ce qui l'a amenée à recevoir cette organisation».

«En France nous avons pris nos responsabilités, en disant pas un euro d'argent public pour les ennemis de la République (...) Maintenant l'Europe doit faire ce travail». Gérald Darmanin avait également écrit à la Commission européenne afin de dénoncer les agissements du FEMYSO. Cette association est un organisme financé par l'Union européenne (210.000 € depuis 2007). Il s'agit en réalité de l'émanation transnationale de l'UOIF, l'Union des organisations islamiques de France créée par des membres des Frères musulmans dans les années 1980 (devenu depuis Musulmans de France), comme l'a notamment révélé une enquête de Marianne . Le FEMYSO abrite à son tour un panel d'organisations liées de près ou de loin aux Frères musulmans. On y retrouve pêle-mêle l'Islamic Community Millî Görüs, relais de la propagande de Recep Erdogan en Europe, les Étudiants musulmans de France, association créée par Fouad Alaoui, futur président de l'UOIF frériste, ou encore la ligue des musulmans de Belgique, équivalent belge de l'UOIF. L'action du FEMYSO en Europe consiste en un lobbying visant notamment à éditer des campagnes de communication et d'affichage en faveur de la liberté de porter le voile, des projets de recherche, ou encore l'organisation de séminaires de jeunes Européens pour apprendre à dénoncer dans les médias tout discours mettant en cause la présence de l'islam en Europe comme responsable de la vague d'attentats islamistes survenue depuis quelques années. En particulier, le FEMYSO s'en est régulièrement pris à la France, notamment pour le vote des lois de 2004 (restreignant le port de signes religieux ostensibles à l'école) et de 2010 (interdisant le port du voile intégral dans l'espace public). La fermeté affichée par le gouvernement français, et les remontrances répétées à l'égard des institutions européennes qui leur donnent de l'audience, semblent ne pas avoir pour l'heure porté leurs fruits.

<https://www.lefigaro.fr/international/colonialisme-suprematie-blanche-la-france-accusee-d-islamophobie-au-parlement-europeen-20230921>

From:
<http://elsenews.com/> - **ElseNews**



Permanent link:
<http://elsenews.com/doku.php/elsenews/spot-public/islamophobie5francaise>

Last update: **24/09/2023/H03:47:14**